



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

21-31 May 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparence.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparence.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.



Fiscalité: le Luxembourg pour un échange automatique d'informations réciproque avec les USA

2013-05-21 12:24:00

Le Luxembourg a annoncé mardi qu'il entendait appliquer une forme d'échange automatique d'informations basée sur la réciprocité avec les Etats-Unis, avec qui il négocie des accords fiscaux dans le cadre de la loi Fatca, comme il s'est engagé à le faire avec ses partenaires européens début avril.

"Dans ses négociations Fatca avec les Etats-Unis d'Amérique, le Luxembourg vient de se décider pour le modèle (...) qui comportera l'échange automatique d'informations entre administrations fiscales luxembourgeoise et américaine sur des comptes détenus dans des banques au Luxembourg par des citoyens américains et les personnes résidant aux Etats-Unis", a annoncé le gouvernement luxembourgeois dans un communiqué, à la veille d'un sommet européen consacré à la fiscalité.

Les Américains ont adopté en 2010 le Fatca, une loi qui impose aux établissements financiers étrangers de transmettre au fisc les informations sur les comptes détenus par des contribuables américains afin de permettre de recouper leurs déclarations de revenus. Washington négocie actuellement de manière bilatérale l'application de cette loi, notamment avec le Luxembourg. Début avril, le Luxembourg s'était rallié à l'échange automatique de données bancaires au sein de l'UE à partir de 2015, sur les revenus de l'épargne. L'Autriche est désormais le seul pays au sein de l'Union européenne à ne pas vouloir appliquer cette norme. Mais Vienne et Luxembourg se rejoignent dans leur volonté de ne pas adopter dans l'immédiat la directive révisée sur la fiscalité de l'épargne, en souffrance depuis 2008. Celle-ci prévoit d'étendre l'échange automatique d'informations à d'autres types de revenus comme certains contrats d'assurance-vie.

Lors d'une réunion des ministres des Finances des 27 il y a une semaine, les deux pays ont refusé d'adopter cette directive renforcée, arguant qu'il fallait au préalable des négociations abouties dans le domaine fiscal avec les pays tiers comme la Suisse, ce qui va prendre du temps. "Soucieux de voir les mêmes conditions s'appliquer aux places financières concurrentes et de voir l'échange automatique d'informations s'imposer comme la norme internationale, le Luxembourg a, le 14 mai 2013, marqué son accord pour un mandat donné à la Commission Européenne en vue de négociations avec la Suisse, le Liechtenstein, Andorre, Monaco et Saint Marin", a rappelé mardi le gouvernement luxembourgeois.

Lutte contre l'évasion fiscale: l'UE promet des décisions en décembre

Les dirigeants européens ne sont pas parvenus mercredi à lever les obstacles pour lutter efficacement contre la fraude fiscale, mais tablent sur un accord d'ici la fin de l'année pour une levée partielle du secret bancaire.



Jean-Claude Juncker a déclaré que pour son pays, le plus important était l'ouverture de négociations avec les pays tiers.

Photo: Reuters

(AFP) - A l'issue d'un sommet inhabituellement court, les 27 n'ont pas pris de décision concrète mais ont établi un calendrier. Ils pourront ainsi se présenter moins désunis au G8 qui se tiendra mi-juin en Irlande du Nord.

Il y a «un consensus sur la révision de la directive épargne», qui devrait élargir le champ d'application de l'échange automatique d'informations sur les revenus de l'épargne. «Le Conseil appelle à son adoption avant la fin de l'année», a déclaré le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, à l'issue du sommet.

«C'est un très, très grand pas en avant», a estimé la chancelière allemande, Angela Merkel.

«Dès le mois de juin, l'Europe fera en sorte de favoriser les échanges automatiques d'information», a déclaré le président français François Hollande. Ensuite, quoi qu'il arrive, «la directive épargne sera adoptée à la fin de l'année», a-t-il assuré.

Le Luxembourg et l'Autriche bloquaient depuis 2008 l'adoption de cette directive révisée, arguant qu'ils voulaient avant tout être traités sur un pied d'égalité avec d'autres pays comme la Suisse.

Mercredi, les deux pays ont montré des signes de bonne volonté.

«D'ici la fin de l'année, je pense que nous aurons l'échange automatique d'informations et que des règles supplémentaires seront mises en place avec les pays tiers» comme la Suisse, a déclaré le chancelier autrichien, Werner Faymann, dont le pays est pourtant un farouche défenseur du secret bancaire.

Le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker a déclaré que pour son pays, le plus important était l'ouverture de négociations avec les pays tiers, parmi lesquels se trouvent aussi le Liechtenstein, Monaco, Andorre et Saint-Marin.

Les négociations avec ces cinq pays ne sont «pas une précondition», a affirmé M. Juncker, qui a rappelé que son pays avait déjà accepté début avril d'appliquer l'échange automatique d'informations à partir du 1er janvier 2015 sur certaines données bancaires.

Les négociations avec les pays comme la Suisse «vont commencer dès que possible pour faire en sorte que ces pays continuent d'appliquer des mesures équivalentes à celles appliquées dans l'UE», selon les conclusions du sommet. Les discussions seront menées par la Commission européenne.

Elle fera par ailleurs des propositions en juin pour élargir encore le champ de l'échange automatique d'informations à d'autres revenus des particuliers.

Concernant la fiscalité des entreprises, «il est tout à fait décisif qu'il y ait une lutte contre l'optimisation fiscale», qui «n'est rien d'autre que la recherche de la fiscalité zéro pour un certain nombre de groupes», a indiqué M. Hollande lors de sa conférence de presse.

Une polémique enfle sur l'absence d'harmonisation fiscale internationale, qui permet à des multinationales comme Google ou Amazon de payer des impôts dérisoires.

En dépit de ces avancées, le sommet de mercredi n'est que de la «gesticulation», a lancé l'eurodéputé belge Philippe Lamberts (Verts). Selon lui, «il n'y a clairement pas de volonté politique» d'avancer sur le dossier fiscal et le risque est grand que le sommet de décembre ne débouche sur rien.

Sur l'autre sujet du sommet, l'énergie, les chefs d'Etat et de gouvernement ont affiché leur volonté d'unir leurs efforts pour réduire leur facture énergétique. «Nous pouvons faire beaucoup de choses si nous agissons ensemble», a déclaré le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

L'UE vise un triple objectif: garantir des prix abordables pour les clients, réduire la facture des importations et assurer une production domestique continue, mais elle se retrouve confrontée à ses contradictions.

«Les dirigeants de l'UE veulent faire plus d'Europe avec moins d'argent. Il faut qu'ils expliquent comment ils comptent faire», a estimé un responsable européen sous couvert de l'anonymat.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont aussi «brièvement» discuté de la Syrie, réaffirmant leur «engagement en faveur d'une solution politique», selon M. Van Rompuy, et renvoyant à leurs ministres des Affaires étrangères la question du régime de sanctions qui prend fin début juin.

«On a besoin de banques fortes»

2013-05-25 10:32:00



Environ 77% des fonds étrangers en Norvège (ici la capitale Oslo) proviennent du Luxembourg.

La mission économique du ministre des Finances, Luc Frieden, en Scandinavie a permis un échange avec les banques nordiques, notamment sur les règles de transparence.

*De notre envoyée spéciale
en Scandinavie, Maria Wimmer*

Promouvoir la place financière du Luxembourg en Scandinavie était un des buts de la mission économique du ministre des Finances en Suède et en Norvège mercredi et jeudi. Mais il en a profité aussi pour appeler à des standards internationaux en matière de réglementation fiscale, une position bien vue dans les deux pays.

Si la mission du ministre des Finances en Scandinavie était avant tout de promouvoir la place financière luxembourgeoise, il en a profité également pour mettre en garde contre les risques d'une introduction partielle d'une réglementation fiscale, avec pour corollaire une perte de compétitivité qui pourrait entraîner des délocalisations et des pertes d'emplois. Dans les pays nordiques, la position luxembourgeoise a été très bien accueillie, notamment au sujet de la taxe sur les transactions financières que onze membres de l'Union européenne souhaitent appliquer. «Je pense que c'est une très mauvaise idée car cela va détruire la dynamique d'un marché qui souffre déjà. On ne devrait pas l'affecter encore plus. Mais puisqu'une majorité est contre cette taxe, on espère qu'elle ne sera pas introduite», relate Hakon Hansen, directeur général de la DNB au Luxembourg, la plus grande banque de Norvège. Vu la tradition de transparence dans le secteur bancaire en Scandinavie, Hansen a salué la levée du secret bancaire au Luxembourg, un élément parfois «dérangeant» dans les pays nordiques, comme l'avait affirmé Luc Frieden.

Lutter contre l'image

de paradis fiscal

Selon Hakon Hansen, des missions économiques sont nécessaires pour améliorer l'image du Luxembourg, toujours perçu comme un paradis fiscal par beaucoup de Scandinaves. «Le Luxembourg est souvent mis dans le même sac que la Suisse, Andorre et le Liechtenstein qui sont des paradis fiscaux. Il faut faire comprendre aux gens que le Luxembourg n'est pas un paradis fiscal, mais un centre financier au cœur de l'Europe.»

Hakon Hansen a également plaidé pour une réglementation forte des banques, comme c'est le cas des banques nordiques. Celles-ci ont renforcé leur part en capital propre suite à la crise bancaire des années 90, déclenchée entre autres par une bulle immobilière.

Un capital propre plus fort que la norme

En Suède, les banques devront disposer d'un capital propre de 12 % à partir de 2015, tandis que les règles de Bâle III prévoient seulement 7 %. La DNB atteint 11,5 % selon Hansen, un chiffre qui devait encore augmenter. «La crise financière nous a démontré ce qu'on risque si nos banques ne sont pas fortes et si les banques n'ont pas une réglementation forte.»

Pour éviter une banqueroute, la Suède a dû nationaliser en 1992 une partie des banques. Elle a par ailleurs créé une agence nationale de supervision bancaire et garantit les dépôts de plus de 100 banques. Aujourd'hui quatre grandes banques dominent le secteur, dont le groupe Nordea, la 43e banque du monde. «Il faut rétablir la confiance dans le secteur bancaire», estime Lena Sellgren, analyste de Nordea. La Suède a introduit un cadre de politique fiscale, assurant la transparence et des finances publiques saines, selon elle. Ce cadre inclut un plafond de dépense et a pour but de dégager un excédent budgétaire d'un pour-cent du PIB. Après plusieurs années d'excédent budgétaire, le déficit public a augmenté en 2012 de 0,5 %. Néanmoins, la dette publique a pu être réduite de 0,2 point de pourcentage de 38,4 % à 38,2 % du PIB. Le niveau de vie élevé et le bon état des finances publiques étaient d'ailleurs des arguments de poids, selon Luc Frieden, pour promouvoir la place financière luxembourgeoise en Scandinavie.

L'argument fort de vente était surtout la dimension internationale du secteur financier. Pour Hakon Hansen, de la DNB, le Luxembourg est la «plateforme internationale de la gestion bancaire». Mais sa force réside aussi, selon lui, dans sa capacité à transposer rapidement des règlements et directives. «Cette capacité est l'argument de vente le plus fort du Luxembourg, c'est une chose fantastique et un avantage par rapport à d'autres», a jugé Hansen. Il estime que la place financière luxembourgeoise connaîtra une consolidation malgré des coûts liés à la réglementation qui vont augmenter.

Stations d'épuration

27 mai 2013 10:00; Act: 27.05.2013 10:21

Le Luxembourg proche d'une amende record

LUXEMBOURG - Pour avoir traîné sur la mise en conformité des stations d'épuration, le Luxembourg risque une très grosse amende.



Toutes les stations devraient être aux normes d'ici à 2016. (editpress)

Quelque 14 millions d'euros. C'est le montant théorique que le pays pourrait déboursier pour ne pas s'être conformé à une directive européenne de 1991 sur le traitement des eaux usées urbaines. La Cour de justice de l'Union européenne doit rendre son arrêt en juin dans cette affaire où le pays a cumulé les manquements.

Au point que l'amende forfaitaire et l'astreinte journalière infligées jusqu'à ce que toutes les stations d'épuration du pays soient aux normes se chiffreraient au total en millions d'euros. «Mais la sanction pourrait être moindre car la Cour devrait tenir compte des efforts entrepris», selon le docteur André Weidenhaupt, directeur de l'administration de la gestion de l'eau. Concrètement, ces efforts portent sur la réduction des teneurs en phosphore et en azote dans les rejets. Dans ce dernier cas, des travaux d'agrandissement des stations sont nécessaires. Coûteux et longs, car l'État doit forcer la main aux communes pour faire avancer les chantiers. «Le raccordement du collecteur de la station de Bonnevoie à celle de Beggen, qui est aux normes, devrait aboutir fin 2014. Cela aurait pu aller plus vite, la loi de financement date de 2003», indique André Weidenhaupt.

Reste l'équipement de Bleesbruck, dans la Nordstad, «pour lequel on finalise le projet de loi». Le spécialiste pense que la mise aux normes aboutira en 2016. D'ici là, chaque jour écoulé à partir du rendu de l'arrêt fera gonfler la note. Sachant que l'État a contribué pour plus de 600 millions d'euros depuis 1991 pour cofinancer des projets d'assainissement.

(Mathieu Vacon

Date butoir, sous condition

2013-05-23 16:59:00

Le Conseil européen décidé à renforcer la lutte contre la fraude fiscale

La fin du secret bancaire dans l'Union européenne est définitivement en vue, après que le Luxembourg, mais aussi l'Autriche, ont confirmé vouloir s'engager sur la voie de l'échange automatique d'informations.

Erigée en thème principal du Conseil européen de ce mercredi 22 mai par son président Herman Van Rompuy, la lutte contre la fraude fiscale devrait s'accélérer, sur fond de révélations de l' «Offshore Leaks» sur les évasions de capitaux vers les paradis fiscaux, qui ont scandalisé les opinions publiques. Sur fond, aussi, des pertes de recettes fiscales pour l'UE, estimées à 1.000 milliards d'euros par an, alors que l'Union est confrontée, par ailleurs, à des politiques drastiques d'assainissement budgétaire.

Les dirigeants des Vingt-Sept sont donc d'accord pour se fixer un certain nombre de priorités, afin de rendre la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales plus efficace. Notamment en s'efforçant d'étendre l'échange automatique d'informations au niveau de l'UE et au niveau global.

Pour autant, si l'UE veut jouer, comme le soulignent les conclusions du Conseil européen, un «rôle clé» pour faire de l'échange automatique «le nouveau standard international» dans le cadre du G8, du G20 et de l'OCDE, il lui reste à le généraliser au niveau européen.

Un premier pas a été franchi au conseil Ecofin du 14 mai, où le Luxembourg et l'Autriche ont enfin accepté de donner mandat à la Commission pour négocier avec cinq pays tiers européens, dont la Suisse, la révision de la directive sur la fiscalité de l'épargne.

Ces négociations devraient commencer «aussi rapidement que possible», avec l'objectif que ces pays «continuent d'appliquer des mesures équivalentes à celles de l'UE», précise le texte, poursuivant qu'«à la lumière de ceci et notant le consensus sur le champ d'application de la directive révisée sur la fiscalité de l'épargne, le Conseil européen appelle à l'adopter avant la fin de l'année». C'est le passage essentiel des conclusions, auxquelles a été rajoutée la référence que la directive serait approuvée «à la lumière» des négociations avec les pays tiers. Une date butoir, donc, mais assortie d'une condition, réclamée par le Luxembourg et l'Autriche, qui ont insisté pour établir un lien entre les deux processus.

«Le Luxembourg ne bloque pas»

Réagissant à certaines informations dans la presse, notamment française, Jean-Claude Juncker

a tenu à souligner que «le Luxembourg ne bloque pas» le dossier. Le Luxembourg appliquerait, à partir du 1er janvier 2015, «exactement les mêmes règles que les autres», a martelé le Premier ministre, confirmant l'engagement de son pays à passer à l'échange automatique d'informations au titre de la directive de 2003 sur la fiscalité de l'épargne.

Quant à la suite, on verrait «à la lumière des négociations avec les pays tiers ce qui serait encore appliqué de surcroît», a-t-il précisé, tout en se prononçant pour «une extension au plus large» du champ d'application de la nouvelle directive, qui devrait englober, entre autres, les contrats d'assurance-vie ainsi que les fondations, trusts et fonds d'investissements. Herman Van Rompuy, de son côté, s'est félicité de la «percée» sur ce dossier qui était resté bloqué pendant des années.

D'autres avancées ont été obtenues sur la lutte contre la fraude à la TVA et les pratiques fiscales agressives ainsi que sur le renforcement du code de conduite sur la fiscalité des entreprises, en veille, lui aussi, depuis des années.

«Nous avons une dynamique», a salué le président du Conseil européen, «un nouvel élan au sein des Etats membres», a renchéri celui de la Commission. Les dirigeants européens se sont, par ailleurs, penché sur la politique énergétique de l'UE, appelant à compléter d'ici 2014 le marché intérieur de l'énergie, afin de réduire la dépendance énergétique de l'Europe et les coûts élevés, nuisibles à la compétitivité.

L'accent doit être mis sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les investissements dans les infrastructures, en faisant appel essentiellement aux fonds privés, a rappelé Van Rompuy, le financement public restant «supplétif».

Marisandra Ozolins

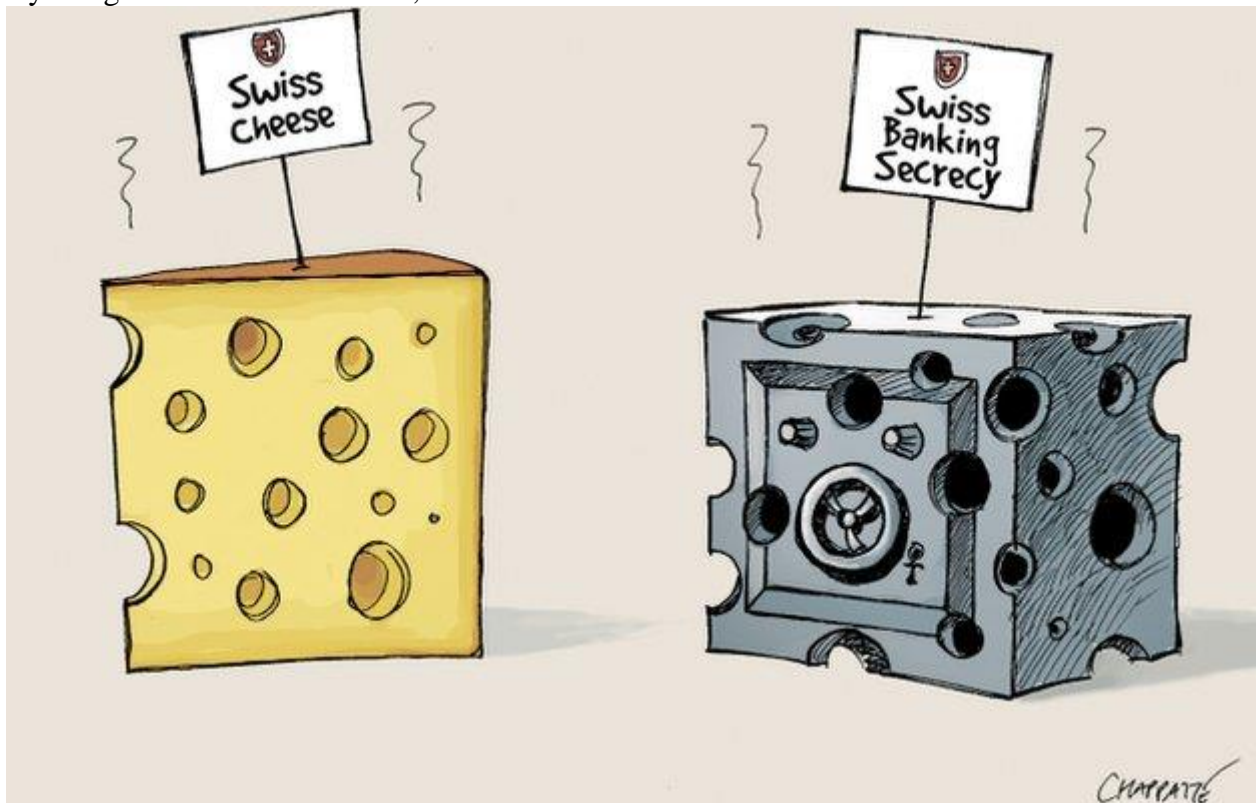
Régional/International

BBC NEWS Europe

21 May 2013 Last updated at 08:43 GMT

Clock ticks on Swiss banking secrecy

By Imogen Foulkes BBC News, Bern



Many Swiss believe banking secrecy cannot be sustained (Chappatte in NZZ am Sonntag, Zurich - www.globecartoon.com)

Switzerland is facing mounting pressure finally to abandon its long tradition of banking secrecy. The United States has already told the Swiss government it expects Swiss banks to provide the US authorities with automatic information about US clients.

Now the European Union is demanding the automatic exchange of information too, a policy non-EU-member Switzerland will have difficulty avoiding if it wants access to Europe's financial markets.

But giving up banking secrecy is likely to be a painful process for the Swiss. While other countries see the practice as a way to hide the ill-gotten profits of crime, corruption, or tax

evasion, in Switzerland it is viewed as an honourable policy which illustrates the relation of trust between state and citizen.

"The origin of Swiss banking secrecy... is really a professional secrecy like that of a doctor or a lawyer," explains Michel DeRobert, head of the Association of Swiss Private Bankers.

"He is not supposed to give out the data of his clients, he's not supposed to repeat it to other people."

Honourable history?

Those who want to keep the current secrecy often claim that it was first introduced in the 1930s in order to protect German Jews, who were investing their assets in Swiss banks in order to stop the Nazis seizing them.



French minister Jerome Cahuzac had to step down after it was revealed he had a secret Swiss bank account

Although this certainly happened, in fact the Swiss Banking Act of 1934 was introduced in the wake of a scandal in which a number of French politicians and businessmen were publicly identified as having hidden their money in Switzerland. The act was designed to protect client privacy in the future.

If the recent events surrounding France's disgraced former budget minister Jerome Cahuzac are anything to go by, some European politicians have continued to benefit from the secrecy. Mr Cahuzac, charged with sorting out tax evasion in France, was recently revealed to have put hundreds of thousands of euros in a secret Swiss bank account, in the hope of escaping the attentions of the taxman.

Examples like these are causing fury in cash-strapped European capitals. Greece, too, has seen much needed tax revenue disappear into Swiss banks, and a desire to reclaim as much unpaid tax as possible, as soon as possible, is a big reason the pressure on Switzerland is now so great.

Swiss soul searching

“Start Quote

Banking secrecy is dying”

Philippe Mastronardi Law professor

Within Switzerland itself, there has been much soul searching over the years, as the Swiss ask themselves whether a policy that seems to work quite well at home, where Swiss citizens pay their taxes themselves rather than at source, is really suitable for foreign clients.

"I think as long as there are places where people can hide their money, it will be really difficult to tackle corruption," says Jean-Paul Mean, who is head of Transparency International Switzerland.

"And," he adds, "Switzerland has certainly profited [from banking secrecy]. A lot of money has come into the country which would not have come without it."

Law professor Philippe Mastronardi agrees. He and a number of other leading Swiss academics have just published a manifesto calling for an end to banking secrecy.

"Is it ethical? No," he says. "For me there is a very important principle, which is the rule of law, and principles of transparency and honesty, which are being violated by the use of the banking system in Switzerland."

'Economic war'

For the Swiss government, the issue has become a political hot potato. Ministers are caught between the reality of needing good relations with Europe and the United States, and a domestic mood that is not inclined to submit to foreign demands.

Yves Nidegger, a member of parliament for the right-wing Swiss People's Party, says the issue is whether Switzerland can set its own laws.

"Are we an independent state where the rules of the parliament apply on our territory or are we a colonial state whose laws are determined by the mighty neighbours?"

Mr Nidegger sees the pressure from Europe and the US as an "economic war", fuelled primarily by jealousy at Switzerland's success in managing so much of the world's private wealth. He for one is not ready to surrender, and seems prepared to go to quite astonishing lengths to keep Swiss banking secrecy.

"I think Switzerland still has a few cards to play," he says.

"We could for example offer to guarantee the Greek debt, not to pay it, but to guarantee it. We are the only ones able to do that, the Greek debt would be triple A, it would be sellable, and the guarantee would be maintained as long as our banking secrecy is respected."

It is perhaps not an entirely realistic scenario, but it does reflect a widespread resentment over the way in which the EU and the US are seen as dictating Swiss policy.

Negotiated solution?

But while Mr Nidegger seems ready to fight on, many in Switzerland, most notably the bankers themselves, seem ready to settle.

"We cannot be at war with our neighbours on these issues, that is very clear," says Michel DeRobert.

"We see the world, the whole world, moving towards a single standard. If that's the case then obviously we will have to adjust to that standard."

The fact that a leading banker like Mr DeRobert wants to negotiate is the clearest indication yet that Switzerland is now getting ready to accept what was once unthinkable: the end of banking secrecy.

theguardian

UK and France to join global anti-corruption initiative

Decision by two countries to join scheme exposing corruption in mining and oil industries represents significant breakthrough

[Patrick Wintour](#), political editor

Wednesday 22 May 2013 19.39 BST



The French president, François Hollande, greets the British prime minister, David Cameron. Photograph: Philippe Wojazer/REUTERS

Britain and France have both announced they are to join a groundbreaking initiative to expose systematic corruption, mainly in Africa, requiring [mining](#) and [oil](#) companies to reveal the taxes paid to national governments and the value of the minerals being extracted.

Nearly 40 countries have already signed but the news that France and the UK have joined the initiative represents a breakthrough.

The decision to join the [Extractive Industries Transparency Initiative](#) was announced by the French president, [François Hollande](#), and the British prime minister, [David Cameron](#), ahead of a working dinner in Paris.

The UK helped create the EITI in 2002 and has subsequently funded it, but since the UK was not defined as a "resource-rich" country by the International Monetary Fund, the UK did not feel it necessary to join, even after Barack Obama said the US would join in 2011.

Under the initiative, annual reports publish what tax was paid by oil and mineral companies in a country, and the national government publishes what it received. The report is prepared to an international standard overseen by an independent body. The two sums are then reconciled and any gap can often be attributed to corruption. The move also strengthens the powers of

the legislature of countries since they have clearer information on what their executives have received.

The current chair of the EITI is Clare Short, the former international development secretary. In a weekend interview she said: "This is billions and billions and it far outweighs anything that goes across the world in aid. If these monies were properly managed and properly invested and used, hundreds of millions, literally, of people could see a better life. At the moment there's great riches but they're not lifting up the people in poor countries that have become the target of mining and oil investment in this commodity boom in the way that they should."

She said: "You can't force countries, but if a country won't reform and in the worst case that you talk about where you've got a kleptocracy that really is running away with the money, no one can make them change unless they want to.

"But the EITI does leverage change in improvement in some of the countries with really serious problems."

In Washington last week, David Cameron the current chair of the G8 leading economies, called for more openness among energy companies, claiming a veil of secrecy obscures the conduct of the extractive industries.

He announced an urgent review into Britain's failure to join the regime, saying: "We cannot call on other countries to live up to these high standards if we are not prepared to do so ourselves."

The US Securities and Exchange Commission ruled last year that oil and natural gas companies must disclose payments to foreign governments.

At present there are 39 countries involved with the initiative and 23 that are fully compliant.

EU Rushes Out Corporate Tax Transparency Law

Published: Friday, 24 May 2013 | 1:27 AM ET



Philippe Huguen | AFP | Getty Images
French tax form

Big companies' tax affairs in Europe are to be opened up to greater public scrutiny with the EU rushing out a law to reveal corporate profits and taxes on a country-by-country basis.

Amid a political furore over allegations of tax avoidance by corporate-giants such as Apple , Starbucks and Google, the EU is extending targeted transparency reforms for banks and resources groups to all large public and private companies.

At a summit on Wednesday, EU leaders ditched longstanding reservations about more intrusive reporting rules and broadly backed a shake-up that could see a law passed as soon as this summer.

The overhaul will have far-reaching implications for big multinationals in Europe, as most do not break down tax, profits, revenues and staff numbers by country. It would also pile public pressure on groups using low-tax bases such as Ireland or Luxembourg as a revenue hub for their European operations.

Michel Barnier, EU commissioner for the single market, is working on legislative options for the disclosure rules, including by amending an existing proposal from April on corporate reporting of social and environmental issues.

An alternative fast-track approach is for EU lawmakers to table amendments to new rules on accounting issues, which are almost agreed and is expected to be voted through by the European Parliament next month.

Mr Barnier told the Financial Times: "It is necessary that large companies such as Apple, Google, Amazon that we have recently spoken a lot about - but not only these - are obliged to report how much tax they pay to whom and where."

Sharon Bowles, chair of the parliament's economic affairs committee, said the change of heart from ministers to "force proper transparency" should be made law as soon as possible. The directives on the verge of being passed should be "reopened rather than waiting", she said.

Corporate tax avoidance has risen on the EU agenda in recent months after it emerged that a series of large multinationals paid little or no tax at all in many of the countries where they operate.

Yet the boldness of the latest EU transparency drive will be a surprise to campaigners and companies.

"We weren't expecting this to come up [at the summit]," said Carl Dolan of Transparency International, the anti-graft lobby group. "There was no sense that this was going to be tackled now, especially as previous efforts to force extractive companies to report on a country-by-country level were opposed [by several member states]."

Tim Cook, Apple's chief executive, defended his company's policies this week as US senators quizzed him over congressional charges that the company avoided billions of dollars in taxes on international profits.

"We pay all the taxes we owe, every single dollar. We not only comply with the laws, but we comply with the spirit of the laws," he said.

Google's chairman also defended the group's tax practices after Ed Miliband, leader of the UK's opposition Labour party, accused the US group of going to "extraordinary lengths" to avoid paying taxes.

"In the tax controversy as it,s called I think it is most important to know that Google feels very, very strongly that tax information and tax policies should be done completely transparently," said Eric Schmidt. "With respect to the current sort of issues, I don't think a company should decide what tax policies should be, I think governments should."

Economie Publié le 29.05.13 13:07

OCDE: Autriche et Luxembourg signent un accord de coopération fiscale

Douze pays, dont l'Autriche et le Luxembourg, ont signé ou se sont engagés à signer un accord de coopération fiscale qualifié d'«historique» par l'OCDE, partenaire de l'accord, a annoncé mercredi l'organisation dans un communiqué.



Luc Frieden, ministre des Finances
Photo: AFP

(AFP) - Les pays, où figurent également Singapour, le Belize, la Lettonie, l'Estonie ou le Nigeria, ont signé ou vont signer la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

«Il s'agit d'un moment historique pour la Convention, une nouvelle victoire remportée dans la lutte contre la fraude fiscale», s'est réjoui le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors de la signature qui a eu lieu mercredi à Paris.

L'OCDE souligne que plus de 60 pays ont signé ou confirmé leur intention de signer cette convention destinée à renforcer la transparence en matière fiscale par la coopération entre Etats.

Elle prévoit essentiellement de permettre de passer de l'échange de renseignements sur demande, usage actuel, à «d'autres formes de coopération, tel que l'échange automatique de renseignements», précise le communiqué.

Les pays du G20 ont annoncé cette année leur volonté de renforcer leur lutte contre l'évasion fiscale en favorisant notamment l'échange automatique d'informations.

Au niveau européen, l'Autriche et le Luxembourg peinent en la matière. Mais les deux pays ont toutefois montré des signes de bonne volonté la semaine dernière lors d'un sommet de l'Union européenne, en promettant un accord sur ce point avant la fin de l'année, sous réserve de négociations avec des pays tiers comme la Suisse, Andorre ou Monaco.

«La signature de la Convention témoigne de la volonté de Singapour de s'engager dans une coopération fiscale reposant sur les normes internationales, mais ces normes ne peuvent être efficaces que si tous les centres financiers y adhèrent», a ainsi rappelé mercredi le ministre des Finances de Singapour, Tharman Shanmugaratnam.

Fraude fiscale: le parquet demande 2,5 ans de prison contre Dolce et Gabbana

2013-05-29 15:32:00



Photo: archives

Le parquet de Milan a demandé mercredi une peine de deux ans et six mois de prison contre les stylistes Domenico Dolce et Stefano Gabbana poursuivis pour une fraude fiscale d'environ un milliard d'euros, rapportent les médias.

Les deux hommes sont accusés de fraude fiscale grâce à une série de sociétés écran - dont Gado, acronyme de leurs noms de famille - au Luxembourg en 2004 et 2005, leur confiant le contrôle des marques du groupe afin d'échapper au fisc italien, alors que ces sociétés étaient en réalité gérées depuis la péninsule.

"Ils sont ceux qui ont le plus profité de cette opération" fiscale, a déclaré le procureur Gaetano Ruta, cité par l'agence Ansa.

"Gado était une construction artificielle dont l'objectif était de parvenir à la réalisation d'un avantage fiscal qui a finalement été obtenu", a ajouté le magistrat.

Les stylistes qui comptent parmi leurs clients des célébrités comme Beyoncé et Madonna, rejettent les accusations à leur encontre.

Afp

theguardian

Apple's multi-billion dollar, low-tax profit hub: Knocknaheeny, Ireland

Apple's Irish operation has a multi-billion dollar profit – and a tiny tax bill. How does it do it?

[Simon Bowers](#)

[The Guardian](#), Wednesday 29 May 2013 22.00 BST

Eileen Stokes and her family live a basic life, one of 16 Irish Traveller families settled on an established halting site at the edge of Knocknaheeny, a run-down northern suburb of Cork.

A brazier smolders outside their mobile home. Also within the small, breezeblock-walled yard is the family's much-loved horse, Ginger. Excitable children show off minnows they have caught in a jar and ask for photos to be taken of themselves posing as boxers or on horseback.

Eileen's husband pulls out a mobile phone to call his brother to come and talk to the Guardian. It's not an iPhone.

The Stokes are the nearest neighbours to [Apple's](#) Cork offices, just north of the Blarney Road. Almost two-thirds of the technology group's \$34bn (£22.5bn) global profits for 2011 were earned by companies registered next door.

The past 10 years have brought "unprecedented success" as the popularity of its products has spread across the world, Apple chief executive Tim Cook recalled in Washington last week.

As a result, Apple's Irish companies now sit on reserves of cash and investments worth about \$100bn – a corporate kitty that would more than cover [Ireland's](#) entire annual government expenditure.

Over the same 10 years, Ireland's fortunes have taken a different turn, with the country engulfed in a banking crisis and forced to seek a bailout from the EU and IMF. Between 2006 and 2011, unemployment rates in Cork city and its suburbs doubled to 18%. The area includes nine of the country's unemployment blackspots, the worst of which is Knocknaheeny, where the jobless rate according to the 2011 census was 43%.



Cork has nine of Ireland's joblessness hotspots, as well as Apple's offices. Photograph: Sean Smith for the Guardian

"They never done anything for us," says Stokes, her husband adding that many staff at the offices are foreign rather than local workers. Knocknaheeny is an area with a history of many households living below the poverty line. Of those who work, many are low-paid.

On its multi-billion Irish company profits, Apple paid an average of less than 1% [tax](#) to Dublin, leading US politicians and tax professors to accuse the group – which vies with the oil giant Exxon for the title of the world's largest joint-stock company – of deliberately shuffling around its global profits in order to lower its tax bill.

These are earnings, tax experts say, that ordinarily would arise and be taxed, at Apple's Silicon Valley headquarters; and to a lesser degree in markets around the world, including the UK, where many millions have bought its products.

Foremost among Apple's accusers are two US senators: a formidable bipartisan duo of Carl Levin, a 78-year-old Democratic senator from Michigan, and John McCain, 76, the 2008 Republican presidential candidate.

Leading the Senate subcommittee on investigations, they discovered that international selling rights to Apple products had been transferred out of the US to a small handful of companies in Knocknaheeny.

"You shifted that golden goose to Ireland," Levin angrily accused Cook at a six-hour hearing last week. "You shifted it to three companies that do not pay taxes in Ireland ... These are the crown jewels of Apple Inc ... Folks, it's not right."

It was an interpretation Cook politely said he did not recognise. "There is no [profit] shifting going on that I see at all," the smiling Apple boss explained, sticking firmly to the company line.

"Apple has real operations in real places, with Apple employees selling real products to real customers. We pay all the taxes we owe – every single dollar ... We don't depend on tax gimmicks."

But politicians and tax experts found this hard to believe. "Apple does not use tax gimmicks? I about fell off my chair when I read that," Dick Harvey, a professor in tax law and former adviser to the IRS, told the Senate hearing.

Probed specifically on activities in Ireland, Cook claimed: "We have built up a significant skills base there of people who really understand, deeply, the European market, that serve our customers well. They provide a number of functions for that ... from tech support, to sales, to reseller support, etc. So we have quite a strong presence there."

With the two sides unable to agree, the Guardian went to Cork, seeking to build on evidence given to the Senate and test whether Apple's claim that its Irish subsidiaries can reasonably be said to earn two-thirds of global group profits – or whether, in truth, they are little more than a fig leaf masking industrial-scale [tax avoidance](#).

The investigation found:

- Apple's Cork site employs large numbers of foreign workers, many employed in call centres dealing with technical-support queries raised in their home countries. Recent Cork job adverts show vacancies for a Spanish payroll analyst, Nordic customer relations adviser, Norwegian Apple specialist, Russian fraud analyst and a German Agreement admin adviser.
- Staff at what Cook calls "our campus in Cork" earned less than the average for Apple, though Harvard professor Stephen Shay has calculated that 2011 profit per employee at the Cork site was more than \$9m.
- Although Steve Jobs made Cork his first European base in 1980, most manufacturing operations left Cork years ago. Printed circuit-board production went to Indonesia in 1998, while iMac assembly transferred to Wales a year later.
- Most Apple products destined for all markets outside of the Americas are manufactured by Foxconn in China on orders from Cork. Almost all of them never touch Ireland, being shipped directly to local distributors and retailers in [Europe](#), the Middle East, India, Africa, Asia and Australia.
- Apple has been able to draw a secrecy veil over its Irish operations by making extensive use of unlimited companies, which are not required to file company accounts.
- Billions of dollars of profit pouring into Apple's Irish coffers each year are managed by Apple's Nevada-based investment subsidiary Braeburn Capital, making it larger than any US hedge fund. Cash reserves are held in banks in New York with not a penny in Ireland.
- Main accounting records for at least one of these companies are held in Austin, Texas. Meanwhile, notes of board meetings are taken by Apple's California-based general counsel Gene Levoff and sent to a law firm in Ireland to be typed up as formal minutes.
- Auditors to Apple companies are Ernst & Young, the accountancy firm that also audits Google, Facebook and Amazon – each of which have also elected to set up substantial operations in Ireland. E&Y did \$6bn of tax advisory work last year.

Apple declined to co-operate with the Guardian's investigations and staff leaving work last week were told not to speak to the paper.

However, one worker did break ranks, although chose to speak anonymously. "I grew up in Denmark, so I come from a system where you pay 50% tax. So, yeah, I believe you should pay taxes – I would prefer to pay 50% and have a system that works," he said.

"I don't know how the Irish do it. I don't think it's fair, no. I think they [Apple] pay 2% tax here in Ireland, which is ridiculous – but that's the way the system works."

Conor Healy, chief executive of the Cork chamber of commerce, said Ireland's unapologetic drive to recruit multinationals was good for the local economy, insisting the country's low corporation tax rate of 12.5% was just one reason multinationals chose to relocate. "That's something we very much promote. But that, on its own, is not sufficient for large companies like Apple to be successful.

"Cork is the EMEA [European, Middle East and Africa] headquarters for Apple ... It's delivering real services to Apple customers outside of the US and to the Apple corporation globally.

"And it is employing 4,000 real people, in real jobs here in Cork. That's a very, very different environment to the tax haven as portrayed in some of the commentary from the US."

Some 40 multinationals – including Amazon, Google and software security group McAfee – have set up operations in and around Cork, bringing 100,000 jobs to the area, according to Healy. And for every one of these new posts, he claims, three additional, indirect jobs are created.

In the last week, Irish ministers have been busy attempting to rebut damaging tax-haven accusations from the Senators. They have denied that Apple received a sweetheart deal from the Irish government, despite sworn testimony from Cook that Ireland, in 1980, was "very much recruiting tech companies ... [and] did give us a tax incentive agreement to enter there".

Ireland's deputy prime minister, Eamon Gilmore, said: "[These] are not issues that arise from the Irish taxation system. They are issues that arise from the taxation systems in other jurisdictions, and that is an issue that has to be addressed first of all in those jurisdictions."

But Sheila Killian, a lecturer in accounting and finance at Limerick University and a former E&Y tax adviser, suggested it might not be so straightforward for Ireland to wash its hands of responsibility for tax controversies such as Apple and Google. Whatever the modest benefits to Knocknaheeny, Cork and Ireland, business-friendly tax policies, she argued, can have a corrosive impact on international efforts to stand firm against aggressive tax avoidance.

"I think the 12.5% rate in itself, when companies aren't engaged in [tax structuring], is not so problematic ... But when profit is shifted into Ireland – and particularly when funds are channelled through Ireland, as appears to be the case for Apple and Google – then you have companies that essentially don't pay much tax anywhere. They're really bleeding tax from other jurisdictions, particularly [poorer nations in] the global south.

"Less money goes in aid to the south than flies from the south in capital. If you allow your tax system to be used by multinational firms to facilitate that kind of flight, that's very problematic."

Next month, David Cameron hosts a G8 summit in Northern Ireland and has promised to put tackling big business tax avoidance at the top of the agenda. In January, the prime minister used a speech at the World Economic Forum in Davos to signal his intent.

"Some companies navigate their way around legitimate tax systems, and even low tax rates, with an army of clever accountants," he said. "Some forms of avoidance have become so aggressive that I think it is right to say these are ethical issues, and it is time to call for more responsibility," the prime minister said, urging multinationals to "wake up and smell the coffee".

Meanwhile, Apple too – like Google earlier this month – has been calling for a reform of the international tax rules. Not everyone shares a view about what reform should look like, but political and public pressure for change, from around the globe, has never been stronger.